

Des universités indigènes latino-américaines ouvertes sur le monde et tous ses habitants

40 Depuis près d'un demi-siècle, des peuples indigènes d'Amérique latine retissent les fils de leur société à partir de leurs institutions et traditions ancestrales souvent très fortement mises à mal. Ayant obtenu le droit à l'éducation primaire puis secondaire bilingue, les communautés les plus fortes mettent sur pied des formations universitaires. A leurs yeux, former les adultes est un passage obligé dans la reconquête de leur culture.



professeur d'anthropologie à l'Université Javeriana de Cali, en Colombie. Il est l'auteur d'un rapport sur l'éducation supérieure et les peuples indigènes en Amérique latine pour l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) (Munoz, 2005). Cependant, parmi toutes ces institutions académiques estampillées « indigènes », il en est quelques-unes qui sont authentiquement au service de ces communautés et de leur diversité.

Ecole d'agriculture en Bolivie

Dans les années 1980, Agruco, le Centre d'agroécologie de l'Université Mayor de San Simon, à Cochabamba, naît d'une bonne intention : diffuser l'agriculture biologique en Bolivie. L'impulsion vient de Suisse, où l'Institut de recherche de l'agriculture biologique et la coopération helvétique (DDC) ont élaboré un programme de transfert technologique. Toutefois, ignorant tout de la culture des paysans indiens de Bolivie, ses émissaires n'arrivent pas à les intéresser à leur programme et, après quelques années infructueuses, ils se résignent à cesser l'expérience.

Agronome et sociologue rural, professeur de géographie à l'Université de Berne et impliqué dans ce programme, Stephan Rist explique cet échec : « Les paysans indigènes connaissent beaucoup de pratiques de l'agriculture biologique, mais la majorité ne les maîtrise plus. Or, pour travailler avec eux, par exemple pour réactiver leur intérêt pour cette pratique, il faut connaître et respecter leur organisation sociale très structurée. Chez eux, les sphères naturelle, sociale et spirituelle sont inséparables : tout est culturel et tout ce qu'ils font doit respecter leur identité. »

Des rites qui peuvent paraître décoratifs aux yeux d'un Occidental sont pour les Indiens primordiaux. Stephan Rist cite cet exemple : « A la fin des semailles, toute la communauté se retrouve pour sacrifier un lama ou un mouton à Pachamama, mère de la Terre. Pour la communauté, cette action est cruciale, car Pachamama a le pouvoir sur les récoltes. Les Indiens prient aussi leurs ancêtres pour qu'ils les aident à être vertueux, car s'ils sont bons, les récoltes le seront aussi. »

Sur le continent latino-américain, la création d'universités dites indigènes ou interculturelles est un phénomène nouveau. Sur les vingt-cinq institutions membres du réseau d'universités indigènes et interculturelles d'Amérique latine qui s'est constitué en mars 2007, à Mexico, aucune n'existait il y a dix ans. Rien qu'au Mexique, le gouvernement a décrété depuis 2004 la création de dix universités interculturelles, dont trois fonctionnent d'ores et déjà. Chacun de ces trois établissements propose trois diplômes : langue et culture indigènes, communication interculturelle et développement durable.

Est-ce là une évolution heureuse ? Tout le monde n'en est pas convaincu. « Ces universi-

tés s'intéressent aux indigènes, mais les réduisent au rôle d'élèves : aucune n'a de recteur indigène alors que beaucoup pourraient assurer cette responsabilité », critique Eduardo Sandoval, anthropologue et sociologue à l'Université autonome de l'Etat du Mexique, à Toluca. Pour lui, la situation est limpide : ces universités sont conçues, créées et dirigées pour mettre au pas les indigènes, pour nier leur vision propre et différente du monde afin de mieux les « intégrer » à la société occidentale.

« La Banque interaméricaine de développement promet ces universités dans le but de niveler la population indigène largement absente de l'éducation supérieure en Amérique latine », abonde Manuel Ramiro Munoz,



Isidoro Quinde et Pilatuña Lincanyo Ñaupá Karapunyo, deux des responsables de l'Université Amawtay Wasi à Quito

En 1992, l'équipe d'Agruco est prête à réitérer l'expérience avec une tout autre méthode. « Le but est désormais d'aller dans les communautés, d'identifier une femme ou une famille sachant traiter telle maladie ou contrôler tel insecte, de lui demander de décrire en détail sa technique et de réaliser une fiche descriptive avec beaucoup d'illustrations », raconte Stephan Rist.

Chaque fiche est présentée et discutée lors de la réunion mensuelle de la communauté. L'assemblée y discute de tout ce qui concerne la vie du groupe : agriculture, santé, éducation, rapports avec le gouvernement. « En principe, les langues indigènes dominantes quechua et aymara sont utilisées, mais les gens nous demandent souvent de parler espagnol pour pouvoir l'exercer », relève encore Stephan Rist.

Chacun peut intervenir, commenter, ajouter des précisions sur la technique présentée. La pratique est ainsi élaborée collectivement et chacun repart chez lui nanti d'une nouvelle idée pour mieux cultiver son lopin de terre. « Le savoir traditionnel est co-construit, reconstruit au sein du groupe », explique Stephan Rist. Le rapport au savoir n'est plus à sens unique, expert-élève, mais émerge d'une dynamique collaborative à laquelle l'université, les communautés indiennes, des organisations gouvernementales et non gouvernementales participent. Et cela marche : au-delà de Cochabamba, la méthode d'Agruco s'étend à d'autres régions du pays.

Agruco transmet même désormais les connaissances indigènes aux étudiants en agronomie de l'Université Mayor de San Simon. Des chamans et des paysans viennent

et donner des cours, ce qui les valorise. Ainsi la faculté d'agronomie est-elle la première du pays à fournir une authentique formation interculturelle : outre l'approche scientifique, les élèves y apprennent des connaissances traditionnelles. Et bonne nouvelle : « Des projets similaires sont en cours au Pérou, aux Universités San Marcos, à Lima, et San Abad, à Cuzco », annonce Stephan Rist.

Former des leaders paysans en Equateur

A Quito, en Equateur, l'agriculture biologique est aussi au cœur de l'enseignement de l'Université Amawtay Wasi, Maison de la sagesse en quechua. Recteur de cette université indigène fondée en 2004, Luis Fernando Sarango est un indigène des montagnes du sud du pays, de l'ethnie Saraguro. Le but de cette institution est de récupérer et de revaloriser les savoirs autochtones et, plus encore, leurs principes et leurs valeurs, d'offrir une formation en quechua et, peu à peu, dans d'autres langues indigènes, et de proposer un enseignement plus pratique. Avocat et pédagogue, Luis Fernando Sarango insiste sur ce point : « L'université occidentale est trop théorique. Les indigènes sont des gens plus pratiques. »

Pour l'heure, l'université Amawtay Wasi dispense une seule formation, d'agroécologie et de leadership, qui donne accès à un certificat de « promoteur en agroécologie ». Trois semestres durant, les 120 étudiants inscrits forment des groupes de discussion qui se réunissent régulièrement sur le terrain. Le reste du temps, ces « communautés d'apprentissage » réalisent des travaux pratiques dans leurs fermes. Les cours,

dont certains sont assurés par des anciens, se déroulent dans quatre régions de l'Equateur : Chimborazo, Callande, Macas et Cotopaxi.

Tout comme Agruco, l'enseignement à l'Université Amawtay Wasi mélange connaissances ancestrales et modernes. « Nous voulons retenir le meilleur de chaque tradition. A côté de nos connaissances ancestrales, nous sommes ouverts aux autres formes de connaissances. Nous songions d'ailleurs à nous appeler « pluriversité », commente le recteur.

C'est
le signe d'une
reconquête



» La plupart des paysans indigènes ont perdu confiance dans les savoirs traditionnels. On leur a tellement dit qu'il fallait changer leurs pratiques, utiliser des produits chimiques, acheter des pommes de terre génétiquement modifiées, qu'ils sont désorientés. Notre formation leur explique pourquoi leurs pratiques traditionnelles sont bonnes et justes. Il nous faut retrouver le sens de la fraternité avec les plantes », ajoute Luis Fernando Sarango.

Dans les cours de leadership, les participants apprennent, en plus des valeurs et principes

Des Indiens colombiens héritiers de Gandhi

Le respect de la vie, principe fondamental du droit nasa, peut paraître un peu romantique, gentil, voire bateau. En vérité, dans l'un des pays les plus dangereux au monde, s'opposer à la violence par des moyens pacifiques relève de l'héroïsme. L'incroyable courage de la communauté nasa pourrait même lui valoir le Prix Nobel de la paix 2007, pour lequel elle est nommée.

Le territoire nasa se trouve sur l'un des fronts historiques du con-

flit armé entre la guérilla et le Gouvernement colombien. Las d'être pris à partie par les deux adversaires, de devoir évacuer leurs terres au gré des combats, de voir leurs jeunes embrigadés de force, les Nasas ont élaboré des moyens de protection non-violente. Au premier rang desquels la Garde indienne, créée en 2001.

Cette force de 7000 hommes, femmes et enfants se porte volontaire pour défendre les villages avec pour

seul équipement une canne, « bâton du commandement » qui symbolise l'autorité. Cette réponse pacifique suffit aux Nasas pour faire respecter les limites de leur territoire et pour rester à l'écart du conflit. En 2004, ils ont forcé l'admiration de tout le pays lorsque 300 gardes se sont aventurés sur le territoire de la guérilla pour y libérer deux de leurs leaders kidnappés.

La même année, pour montrer du doigt l'armée coupable d'avoir

assassiné l'un de leurs leaders, 65 000 indigènes ont marché pendant une semaine jusqu'au siège du bataillon incriminé. Cette action a ému l'opinion publique et déstabilisé le gouvernement. Invisibles, méprisés il y a trente ans à peine, les Nasas sont devenus une incomparable force morale pour ce pays rongé par une interminable guerre intestine.

LRD

des communautés indigènes, à construire un projet, obtenir son financement, assurer son suivi et l'évaluer. « Pour pratiquer l'agroécologie, il faut briser les schémas en vigueur et donc former des leaders, explique Luis Fernando Sarango. Sans cette dimension, nous formerons des techniciens. Or, nous avons

besoin de gens capables de penser politiquement », argumente-t-il.

En octobre, les premiers cours de licence, sur cinq ans, de l'Université Amawtay Wasi démarreront à Quito. Au menu, trois formations : agroécologie, communication interculturelle et

architecture. Les deux premières sont communes à presque toutes les universités indigènes. La troisième, en revanche, est très originale. Pourquoi ce choix ? « Nul besoin de sondage pour comprendre que l'architecture est une priorité pour nos communautés. Avec les envois massifs d'argent des émigrés aux Etats-

Une démarche communautaire au Bangladesh

Suite aux terribles inondations de 1988 au Bangladesh, des paysans et l'organisation non gouvernementale Ubinig (Recherche de politiques pour un développement alternatif) ont mis au point une forme d'agriculture biologique communautaire appelée Nayakrishi Andolon (Mouvement pour une nouvelle agriculture). Cette méthode associe aux connaissances et sagesse traditionnelles des idées novatrices et des innovations scientifiques.

Au départ, des paysannes décident de cesser d'utiliser des pesticides, avant tout pour des raisons de santé. Des paysans expérimentent ensuite avec des engrais verts et du compost fait à partir de jacinthe d'eau, disponible en abondance. Avec succès. La méthode se répand alors de village en village. Forts de cette première expé-

rience, les paysans définissent dix principes simples pour l'agriculture Nayakrishi. Ils sont centrés sur l'utilisation de ressources locales qui augmentent l'efficacité de la terre, de l'eau, de la biodiversité et de l'énergie, et le contrôle des semences par la communauté paysanne (Pimbert, 2006).

Nayakrishi s'appuie sur la culture orale des paysans pour sécuriser la mémoire collective des propriétés des plantes (comestibles, médicinales, etc.) et des meilleures associations végétales. Tout village qui adopte Nayakrishi est doté de conseillers agricoles qui évaluent ses ressources naturelles. Une information vitale pour la gestion de la biodiversité locale. Par exemple, les paysans Nayakrishi sont mis en état d'alerte dès qu'une espèce sauvage ou une variété semble se perdre.



Echange de semences biologiques aux Philippines entre Habibu Rahman, cultivateur Nayakrishi Andolon et Sarojeni Rengam, organisatrice du « Safe Food Festival 2001 », devant le Ministère philippin de l'agriculture

En coopération avec des scientifiques nationaux et des producteurs de semences, les centres Ubinig organisent des expériences de terrain avec les semences locales partout au Bangladesh. Les paysans peuvent ainsi tester les revendications de la Révolution verte quant à la supériorité des variétés commerciales sur les semences locales.

Les résultats sont partagés via des échanges régionaux réguliers. Et la biodiversité est célébrée lors de festivals qui lient la sauvegarde des semences aux pratiques spirituelles propres au Bengale : poésie, chansons et connaissances vivantes des musiciens itinérants.

LRD

Unis, de plus en plus de familles ont les moyens de se faire bâtir une maison. Dans tous les cas, ce sont des cases en béton qui défigurent le paysage », se désole Luis Fernando Sarango.

« Nous voulons former des gens qui soient à nouveau capables de construire en harmonie avec le milieu, de tenir compte du soleil, de la terre et des matériaux du lieu, de ranger les maisons suivant une organisation communautaire », déclare le recteur. L'architecture indigène n'est pas homogène, car les Indiens des montagnes ne construisent pas comme ceux de l'Amazonie. Mais leur point commun est de construire des bâtisses qui s'intègrent au mieux à leur environnement.

Le droit, une priorité

En Colombie, les Indiens nasas ont fait un autre choix stratégique pour leur première institution d'éducation supérieure : une école de droit. L'École Cristóbal Secue, du nom d'un leader nasa assassiné pour avoir voulu élucider un meurtre collectif, forme des juristes au fait du droit traditionnel indigène et des lois nationales et internationales qui protègent les communautés indigènes. Le besoin d'une telle école s'est fait jour à mesure que l'organisation politique des Nasas s'est élaborée et que leurs droits se sont étoffés.

En 1991, la nouvelle constitution colombienne octroie aux peuples indigènes une relative autonomie pour gouverner. Cela incite d'autant plus les Nasas à former des gens capables d'appliquer leur droit traditionnel que la Convention 169 du Bureau international du travail (BIT), qui traite des droits des communautés indigènes sur leurs territoires ancestraux, entre en vigueur cette même année. Depuis, d'autres instruments juridiques internationaux ont vu le jour : Convention sur la biodiversité, Agenda 21 de Rio et la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones est attendue pour septembre 2007.

« Il nous fallait former nos jeunes à ces textes pour qu'ils défendent nos intérêts au mieux »,

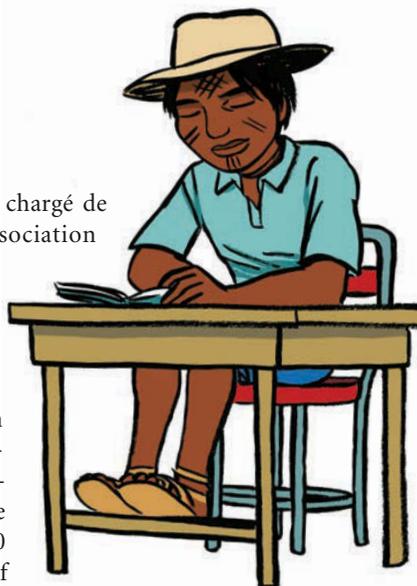
confirme Gustavo Ulcué, chargé de communication de l'Association des Cabildos indigènes du Nord-Cauca (Acin), qui réunit des législatifs communaux de cette région située au sud de Cali. L'Acin est en quelque sorte le gouvernement de toutes les composantes du peuple nasa de cette région, soit 200 000 Indiens qui pratiquent neuf langues différentes.

Grâce au soutien du Centre international de Tolède pour la paix, en Espagne, les Indiens ont pu installer des locaux pour leur école. En l'occurrence dans une ferme, Bodega Alta, appartenant jadis à un grand propriétaire terrien. Hautement symbolique, ce site est le signe d'une reconquête des terres, des langues, des pratiques agricoles, de la culture et de l'organisation sociale amorcée dans les années 1970.

« La base de notre droit est le respect de toutes les formes de vie », résume Gustavo Ulcué. Ce principe implique que chaque membre de la communauté vive en harmonie avec les autres et son environnement. Celui qui rompt cette harmonie est jugé et, selon la gravité de son acte, condamné à des travaux d'intérêt collectif et/ou à des châtimens corporels tels que le fouet. Un meurtre peut valoir dix à quinze ans de travaux. La loi nasa ne connaît pas les prisons.

Ne pas s'engager bénévolement dans les services communautaires, pratiquer la monoculture ou gaspiller l'eau sont des manifestations de disharmonie. « Dans ces cas, la personne reçoit la visite du Cabildo, qui lui signale son erreur et lui demande de la corriger », explique Gustavo Ulcué. S'il persiste, le « disharmonieux » risque de passer devant le tribunal indigène.

L'École de droit Cristóbal Secue forme des volées de 80 étudiants qui suivent un cursus sur trois ans incluant un emploi à mi-temps.



Les cours sont regroupés sur quelques semaines par année, durant lesquelles les étudiants logent à l'école. « Sur la première promotion, reçue en 2002, 95 %

des impétrants étaient de langue nasa. Sur la suivante, la plupart étaient de langue guambiano », indique Manuel Ramiro Munoz, conseiller des Nasas depuis vingt-cinq ans.

« Du coup, l'enseignement s'est déroulé en espagnol. L'école a donc dû d'emblée se mettre à l'interculturel », se réjouit-il. Car c'est la situation de ces peuples que d'être mélangés et polyglottes. Il a fallu créer des livres de cours en langues nasa, guambiano, kokonuko, yanacóna, etc., et intégrer des enseignements issus de différentes cultures.

Depuis le 1^{er} avril 2007, l'école est même internationale puisqu'elle propose un master en partenariat avec l'École d'anthropologie de l'Université autonome de l'État du Mexique, à Toluca. Tous les jeudis, de 16 à 22 heures, 45 Mexicains et 40 Nasas suivent les cours livrés depuis le Mexique et la Colombie grâce à une liaison internet ou radiophonique. Des spécialistes du droit indigène de différents groupes ethniques interviennent et les étudiants en profitent pour échanger.

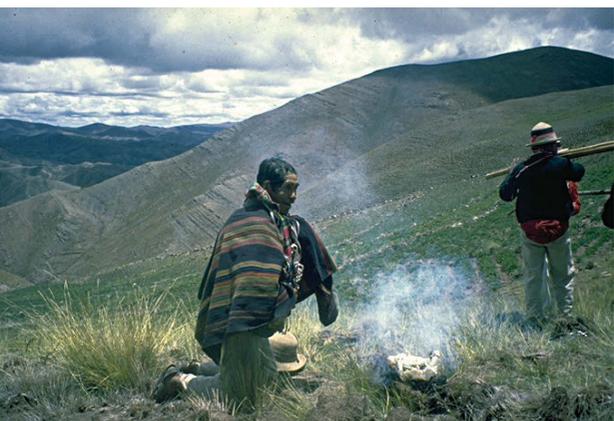
Défis communs

Le rapport pour l'Unesco de Manuel Ramiro Munoz sur l'éducation supérieure et les peuples indigènes repose sur l'analyse des politiques universitaires pour ces peuples dans onze pays d'Amérique latine (Munoz, 2005). Le chercheur colombien conclut que les systèmes d'éducation supérieure qui résultent des initiatives des peuples autochtones sont beaucoup plus pertinents et plus efficaces que les universités ou les programmes pour indigènes conçus sans leur contribution directe.

*Ils partent
avec la tête
ronde...*



STEPHAN RIST / BERTH



44

Les véritables universités indigènes, souligne Manuel Ramiro Munoz, sont en phase avec les besoins de leur environnement économique, social, écologique et culturel. Cela est crucial, car seule une minorité d'indigènes accède à l'éducation supérieure. Et le taux de désertion est énorme. En Colombie, 80 % des indigènes inscrits à l'université classique abandonnent en cours de route. Les rescapés diplômés ne retournent souvent plus dans leur communauté et, s'ils le font, sont désorientés. Un gouverneur indigène colombien résume le problème : « Nous envoyons nos jeunes à l'université avec la tête ronde, mais les rares qui reviennent ont la tête carrée et deviennent un problème pour la communauté » (Munoz, 2005).

Equiper la Maison de la sagesse

Le recteur de l'Université Amawtay Wasi (Maison de la sagesse) en Equateur, Luis Fernando Sarango (photo), lance un appel à l'aide. Son institution a besoin d'ordinateurs,

Pour Eduardo Sandoval, les initiatives qui émanent de l'intérieur des communautés indigènes sont les seules à même de satisfaire leurs besoins. « Ces universités se fondent sur la cosmogonie indigène. Elles sont conçues pour aider la communauté à réaliser son plan de vie », explique l'anthropologue mexicain. Le plan de vie est le plan de développement matériel et spirituel que chaque communauté définit selon ses principes et ses besoins. Faut-il préciser que les universités classiques n'offrent rien de tel ?

« Ces formations indigènes résultent d'un rêve commun qui, porté par toute la communauté, ne dépend pas d'un leader », analyse Manuel Ramiro Munoz. Les universités indigènes ont pour autre atout le caractère participatif de leur gestion, qui les rend plus réactives, et leur utilisation très efficace des ressources. « Ces gens travaillent avec des bouts de ficelle », lâche le chercheur colombien.

Manuel Ramiro Munoz voit dans les initiatives d'éducation supérieure indigène une réponse à l'inadéquation dont souffre l'université latino-américaine. Partout, les élèves se plaignent d'un enseignement abstrait, détaché des besoins de la société. « Ne pas profiter de la diversité de visions et regards qu'offrent les communautés indigènes revient à passer à côté d'une possibilité majeure de se renouveler », juge le Colombien. Il plaide pour une université qui soit « un espace de rencontre et de



Graham Freer/Progreso

dialogue des cultures et des peuples dans un contexte de liberté de penser et d'imaginer de nouveaux horizons éthiques et politiques ».

de liens avec des universités étrangères, de stagiaires. Contact : rector@amawtaywasi.edu.ec

dialogue des cultures et des peuples dans un contexte de liberté de penser et d'imaginer de nouveaux horizons éthiques et politiques ».

Stephan Rist rêve lui aussi de cohabitation, de respect mutuel et de dialogue des savoirs. Et cherche à importer la méthode Agruco dans la faculté de médecine de l'Université Mayor de San Simon. « Mais l'intérêt aigu des étudiants n'a d'égal que la résistance féroce des enseignants », remarque-t-il. La cause, selon lui, de cette méfiance des enseignants ? Leur totale ignorance des savoirs indigènes.

Pour combler cette lacune, la coopération suisse finance des ateliers, des recherches et des thèses pour offrir au corps enseignant l'opportunité de se défaire de ses préjugés en touchant du doigt les systèmes de santé traditionnels. Quant au Gouvernement d'Evo Morales, qui souhaite davantage ouvrir les universités aux populations indiennes, il suit de près les progrès de l'Université Mayor de San Simon.

Incorporer les universités indigènes au service public aurait pour avantage de leur donner des ressources dont elles manquent cruellement. La Maison de la sagesse, en Equateur, ne reçoit aucun soutien de l'Etat et doit faire supporter tous ses frais aux étudiants. « Les ressources humaines ne manquent pas, mais le financement est un problème », admet Luis Fernando Sarango. ■

BIBLIOGRAPHIE

MUNOZ MR. *Educacion superior y pueblos indigenas en America latina y el Caribe*. Chapitre 9 du rapport XYZ, Iesalc/Unesco, 2005. www.iesalc.org

PIMBERT M. *Transforming knowledge and Ways of Knowing for Food Sovereignty*, IIED, 2006.

POUR ALLER PLUS LOIN

Les sites des universités mentionnées dans cet article sont en espagnol, parfois en anglais.

www.agruco.org

www.amawtaywasi.edu.ec

www.nasaacin.net/